

rapporté, le gouvernement cherche aujourd'hui à emprunter 400 millions de dollars. Il tentera naturellement d'en blâmer le rejet de son projet de surtaxe de 5 p. 100. Que les membres du gouvernement s'en prennent à qui ils voudront. Ils ont dépensé cet argent avec étourderie. Il incombe aux législateurs de resserrer les cordons de la bourse.

Il est intéressant de noter les propos qu'a tenus à cet égard un député récemment converti au parti libéral. En 1963, le député de Medicine-Hat (M. Olson) avait des opinions très catégoriques sur le droit du Parlement de contrôler les cordons de la bourse. Comme en fait foi le hansard du 15 juillet 1963, à la page 2189, voici ce qu'il disait sur ce ton de petit saint qu'il peut facilement affecter:

... autrement dit, si l'on privait les députés du droit de contrôler les cordons de la bourse, nous serions arrivés à la suppression des plus importants des droits de ceux qui ont été élus au Parlement.

Je me demande pourquoi il ne participe pas au débat, puisque le Parlement a retiré au gouvernement le droit d'imposition. D'après le gouvernement, le vote de lundi soir dernier ne compte pas. Les membres du gouvernement veulent effacer ce lundi de triste mémoire sur le calendrier et tout recommencer. Autrement dit, le gouvernement n'a aucun respect pour le Parlement. Le conseil d'administration n'a aucun respect pour ses actionnaires. L'exécutif n'a aucun respect pour la population canadienne qui s'exprime par la bouche des députés. Bien entendu, je dois signaler à propos du député de Medicine-Hat qu'à l'époque il était membre du Crédit social. Depuis lors, il a pensé qu'il était préférable de suivre la majorité victorieuse et il est tombé de Charybde en Scylla.

Traitant du même sujet, le 23 juillet 1963, comme on le voit à la page 2661 du hansard, le député de Medicine Hat a dit:

... pourquoi, au nom du ciel, le ministre des Finances et le trésor fédéral ne recourent-ils pas directement à la Banque du Canada, qui est une institution de droit public, pour obtenir l'argent nécessaire?

Monsieur l'Orateur, c'est ce qu'ils font aujourd'hui en demandant ce prêt de 400 millions de dollars au FMI. Cette décision, d'un côté réjouit peut-être le député de Medicine Hat tandis que, de l'autre, elle brave le principe et le pouvoir du Parlement.

Les Canadiens devront désormais être imposés pour rembourser l'emprunt au FMI contracté par le gouvernement actuel. Quelle est l'attitude des créditistes qui ont conclu un beau marché avec ce gouvernement prodigue? Ils devront approuver l'imposition nécessaire

pour rembourser l'intérêt de l'emprunt au FMI, puisqu'ils vont accorder leur confiance au gouvernement. Les créditistes seront obligés de dire à leurs commettants québécois: «Vous devez payer les impôts que le gouvernement exige, car il faut payer l'intérêt du prêt accordé par le FMI.» Leurs commettants ne seront certes pas très contents. S'ils sont comme les miens, ils doivent trouver qu'ils paient déjà assez d'impôts, surtout à un gouvernement qui a dépensé sans compter, qui a un budget sans précédent au Canada, qui a affecté de l'argent à des biens et à des services qui n'ajoutent pas un radis à notre produit national brut.

• (9.20 p.m.)

Nous n'avons pas permis que l'on ajoute une surtaxe de 5 p. 100 à l'augmentation de 10 p. 100 d'impôt d'il y a un an. Le Ralliement créditiste est d'avis qu'il devrait appuyer cette surtaxe. Cela n'importe guère, puisque le Parlement a empêché le gouvernement de taxer davantage la population. Qu'importe s'il emprunte de l'argent au Fonds monétaire international ou aux Canadiens en émettant une série d'obligations: le gouvernement n'a pas le droit de dépenser davantage, puisque les Canadiens ont déclaré qu'il était allé trop loin. Voilà exactement ce qu'a fait le Parlement lundi soir.

Les journaux nous ont critiqués, nous, du parti conservateur, de ne pas défaire le gouvernement. On a laissé entendre que certains d'entre nous se sont abstenus d'assister à des séances de la Chambre par crainte de renverser le gouvernement. Comme nous avons maintenant mis le gouvernement en minorité, que les journalistes nous disent bien franchement que nous avons agi comme il le fallait.

C'est bien beau pour le ministre des Finances (M. Sharp) de dire que nous ne devrions pas avoir d'élections maintenant mais, s'il dit cela, c'est qu'il sait qu'il a lancé le Canada dans la pire crise financière que le pays ait jamais connue. Nous avons, d'un côté, l'argent serré et, de l'autre, les taux d'intérêt les plus hauts que nous ayons connus. Les banques envoient des avis à leurs clients pour leur dire qu'elles exigeront désormais un taux d'intérêt de 8 p. 100. Il y a un peu plus d'un an, le gouvernement actuel a supprimé le plafond sur les taux d'intérêt, qui étaient alors de 6 p. 100. C'était, disait-il, pour mettre plus d'argent en circulation en vue de faire baisser les taux d'intérêt. C'est précisément le contraire qui s'est produit. Je me souviens d'avoir entendu dire, il y a quelques années, par un ancien ministre des Finances, un ancien représentant d'Eglinton, alors qu'il présentait son budget, que l'inflation était comme une